

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 94

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2720 - Prix : 1€

## Éditorial

**Bridgestone :  
pactiser avec  
l'assassin ou  
l'empêcher de nuire ?**

**Épidémie : le  
scandale du manque  
de moyens**

*Page 3*

**APLD : une  
protection des profits,  
pas des emplois**

*Page 4*

**Grève du 17  
septembre : les  
secteurs les plus  
exposés dans l'action**

*Page 6*

**Léo de Salazie: La  
productivité au  
détriment des ouvriers**

*Page 9*

## Lesbos

**Enfermement  
criminel**

*Page 12*



## Bridgestone : pactiser avec l'assassin ou l'empêcher de nuire ?

Après Continental à Clairoix, Goodyear et Whirpool à Amiens, la fermeture de l'usine Bridgestone à Béthune est devenue une affaire nationale. Et c'est toujours la même histoire : une multinationale prospère, des aides publiques à gogo, la fermeture d'une usine qui fait vivre toute une région et des dirigeants politiques qui promettent de « se battre » pour l'empêcher !

« *C'est une trahison... une décision révoltante* », a grondé Le Maire, le ministre de l'Économie. Dans le genre « *Retenez-moi ou je fais un malheur !* », Xavier Bertrand, président de la région des Hauts de France, a parlé « *d'assassinat prémédité* ». Quel cinéma écœurant !

Des dizaines d'entreprises licencient et ferment en ce moment même. C'est Auchan, Airbus, Renault, ADP, Smart, Courtepaille, La Halle, Alinea, Boiron, Tui, Sanofi... Sans compter les centaines de PME sous-traitantes qui sont prises à la gorge par leurs donneurs d'ordre. Et, non seulement le gouvernement laisse faire, mais il donne sa bénédiction aux licencieurs, et pour les travailleurs, c'est Pôle emploi !

Tous les dirigeants politiques s'excitent sur Bridgestone pour avoir l'air d'agir et faire croire qu'ils ont des solutions. Et ils sont d'autant moins gênés de parler de trahison, de patrons voyous ou d'assassinat que le patron est japonais. Quand il s'agit de Michelin, de Peugeot, de Renault ou d'Auchan, ils n'osent pas !

Mais que proposent-ils ? Eh bien, ils proposent tous la même politique : remettre des millions sur la table et payer Bridgestone pour qu'il reste ! Le même Xavier Bertrand qui a parlé d'assassinat a fait les comptes. Avec 200 millions, il pourrait, estime-t-il, convaincre Bridgestone de rester. Il crie à l'assassinat et il promet des millions à l'assassin !

C'est la même attitude du côté du Rassemblement national, mais aussi du PCF ou de la France insoumise. Après avoir expliqué tout le mal qu'ils pensent de ces multinationales, ils proposent, comme le gouvernement, de leur redonner des millions d'aides publiques. Ils insistent sur les contreparties et les conditions. Mais quand a-t-on vu un patron de multinationale renoncer à ses plans parce qu'il avait signé un bout de papier ?

Même lorsque les pouvoirs publics obtiennent des engagements en termes d'emplois ou d'investissements, les actionnaires empochent les aides et font ce qu'ils veulent. Quand Hollande a mis en place le CICE, il avait, disait-il conclu un pacte avec le patronat, « le pacte de compétitivité » : l'État accordait des millions de baisses d'impôts, le grand patronat devait investir et créer un million d'emplois ou augmenter les salaires. On voit ce qu'il en est dans toutes les entreprises !

Toutes ces histoires de pactes, de contrats, d'accords... sont des escroqueries. Le grand patronat est prêt à pousser dans le chômage et le dénuement des millions de travailleurs et à ruiner des régions entières. Et ça ne l'empêche pas de dormir !

Les « sauvages » - pour reprendre le terme d'ensauvagement cher à Darmanin, le ministre de l'Intérieur, et à l'extrême droite -, ils sont là, au cœur de ces multinationales !

Alors, jouer aux conseillers du patronat sur la façon dont il doit investir son argent, « relocaliser » et « ré-industrialiser » le pays, comme le font les politiciens de droite ou de gauche et même certains dirigeants syndicaux, est ridicule. Et c'est surtout une tromperie qui conduit à l'illusion qu'il pourrait y avoir des intérêts et des projets communs entre exploités et exploités.

Tant que le grand capital reste le maître, il fait ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut, et les discours sur la « politique industrielle » ne sont que des bavardages de politiciens à genoux devant le grand patronat.

Les dirigeants politiques peuvent se faire élire et prétendre gouverner. Mais ce sont les actionnaires, la grande bourgeoisie, qui imposent leur dictature sur l'économie. Le président de la République et les ministres ne sont que des paillassons sur lesquels les multinationales s'essuient les pieds.

Le grand patronat n'a rien à craindre du gouvernement. La seule chose qu'il peut craindre, c'est la colère des travailleurs eux-mêmes. Ce sont des luttes ouvrières assez déterminées et massives pour qu'il se sente menacé de tout perdre.

C'est avec l'objectif de combattre la dictature de la bourgeoisie que les travailleurs pourront se battre pied à pied pour préserver leurs conditions d'existence. Si le grand patronat est incapable d'assurer un emploi à tous avec des salaires dignes, il doit être exproprié et son système renversé !

## Épidémie : le scandale du manque de moyens

Ces dernières semaines ont été marquées par des discours successifs des responsables scientifiques et politiques, dans lesquels tous ont présenté une situation épidémique qui se dégrade. Mais ils semblent surtout pressés de ne rien faire.

Le 3 septembre, le Conseil scientifique a rendu un avis constatant l'échec de la politique du « tester, tracer, isoler » menée depuis des mois. Il reconnaissait que les délais pour se faire tester sont trop longs. Il admettait également que l'isolement de quatorze jours prévu pour les cas positifs ou suspects n'est que très peu appliqué.

En guise de réponse, le Premier ministre a annoncé quelques mesures qui ne changent rien. Il a surtout précisé qu'il revenait aux préfets et aux élus locaux de décider

dans leur coin. Ceux-ci y sont donc allés de leurs annonces : interdiction des rassemblements de plus de 1 000 personnes, des groupes de dix personnes sur les plages, des boissons alcoolisées dans les rues et des soirées dansantes... Il est peu probable que cela arrête l'épidémie.

Les hommes politiques et leurs conseillers scientifiques sont toutefois d'accord sur un point : il ne faut pas reconfiner, cela coûterait trop cher. Leur indécision à tous cache mal que leur priorité absolue est de préserver les profits patronaux, une ligne de conduite qu'ils suivent depuis le début de l'épidémie. Sur le plan sanitaire, les autorités n'ont jamais rien anticipé et c'est ce qui a rendu le confinement incontournable en mars.

Aujourd'hui, les principaux

foyers de contamination sont les lieux de travail. Dans les écoles, les règles sanitaires sont insuffisantes ou impossibles à respecter, notamment à cause du manque de personnel. Mais, face à cela, rien de sérieux n'est fait. La remontée de l'épidémie risque donc d'aboutir à une nouvelle saturation des hôpitaux et des réanimations et... à de nouveaux confinements décidés brutalement au dernier moment.

Pour faire face, il faudrait embaucher rapidement dans les hôpitaux et les Ehpad, mais il est évident que ce gouvernement ne le fera pas. Les travailleurs sont indispensables au fonctionnement de la société. S'ils la géraient directement eux-mêmes, ils feraient mieux que les patrons et les gouvernements à leur service.

## Rentrée scolaire : toujours plus chaotique

En France, au 10 septembre, 524 classes et 32 établissements entiers étaient fermés pour cause de contamination au coronavirus. Mais le lendemain, 11 septembre, Jean Castex, après le conseil de défense censé proposer des mesures pour endiguer sa circulation, n'a même pas évoqué l'école. Le 21 septembre, au lieu de donner des moyens supplémentaires aux enseignants, le gouvernement a allégé le protocole, décrétant que la fermeture des classes n'interviendrait que si trois élèves étaient contaminés en même temps, et de famille différente.

De plus nombre de classes ont été fermées, non pas à cause du coronavirus, mais par économie, les enfants étant de ce fait amenés à s'entasser dans les structures restantes, jusqu'à 31. En ces temps de coronavirus, autant dire qu'il ne peut être question de distanciation physique.

Beaucoup d'autres problèmes sont aggravés par l'épidémie, comme

l'impossibilité pour les enseignants en maternelle et primaire de faire laver leurs mains régulièrement aux enfants, surtout quand les points d'eau manquent. Or c'est le cas dans un quart des écoles. Dans plusieurs régions, aucun renfort pour la désinfection des lycées n'a été débloqué, alors qu'il faudrait au moins un doublement des postes pour s'acquitter de cette tâche. Il n'y

a pas assez d'infirmières scolaires.

Sans doute est-on encore loin de la situation de l'école publique dans d'autres pays, y compris les États-Unis. Mais l'orientation est la même. Avec l'aggravation de la crise, tout ce qui touche les classes populaires de près, santé, école, transports, est de plus en plus délaissé par un gouvernement sommé d'abord de sauver les profits des capitalistes.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 3 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 9 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 10 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 11 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

## Médicaments : des pénuries à rendre malade

La Ligue nationale contre le cancer a lancé lundi 14 septembre une campagne pour alerter contre les pénuries de médicaments dont souffrent de plus en plus de malades.

Ces pénuries, qui ne datent pas de la crise sanitaire actuelle, sont en augmentation permanente. L'année 2019 a battu tous les records : 1 499 médicaments ont été signalés en difficulté ou en rupture d'approvisionnement auprès de l'Agence du médicament, l'ANSM, 34 fois plus qu'en 2008.

Parmi ces médicaments difficilement disponibles, ceux traitant les cancers sont en bonne place. Mais ce ne sont pas les seuls. Des médicaments dosés pour les enfants, des antibiotiques ou encore des vaccins sont régulièrement introuvables.

Comme l'a expliqué à la presse le professeur Axel Kahn, président de la Ligue nationale contre le cancer, la pénurie de médicaments « est vraiment un problème lié à la structure économique du marché ». La pénurie concerne souvent des médicaments ou des composés relativement anciens, qui ne sont plus couverts par des brevets et dont les prix ont été tirés vers le bas par la concurrence. Souvent, pour optimiser la rentabilité de ces molécules, une seule usine les fabrique en masse pour toute la planète. Ainsi ce n'est pas tant le lieu de fabrication, en Chine, en Inde ou aux États-Unis, qui est à la source des pénuries, mais la concentration de la production poussée par la logique capitaliste. Dans les usines, la production est

elle-même optimisée pour le profit, les stocks et les postes d'ouvriers calculés au minimum, les cadences au maximum, multipliant les risques techniques. Au moindre problème, retard dans la chaîne d'approvisionnement de la ligne de fabrication, incident technique ou remise aux normes, l'usine s'arrête et la pénurie est mondiale. Pour les trusts de la pharmacie, peu importe le sort des malades.

Une société rationnellement organisée, ayant rompu avec le capitalisme, répartirait les lieux de production en prenant en compte les risques de rupture des chaînes de fabrication et de distribution. La production coûterait sans doute plus cher. Mais la santé ne devrait pas avoir de prix.

## APLD : une protection des profits, pas des emplois

Le gouvernement a mis en place cet été l'Allocation partielle longue durée (APLD) : un nouveau dispositif concernant le chômage partiel qui, derrière la promesse de maintien de l'emploi, constitue en fait un nouveau cadeau pour le patronat.

Avec cette APLD, un patron pourra baisser jusqu'à 50 % la durée du travail pour une période renouvelable tous les six mois et allant jusqu'à 24 mois. Sur les heures chômées, le travailleur touchera une indemnité correspondant à 85 % de son salaire horaire net. L'État en financera 85 %, le patron n'ayant à sa charge que les 15 % restants, s'il veut bien les payer.

Pour le patronat, l'APLD est donc très avantageuse. Rien que pour 2021, le gouvernement a évalué ce cadeau à 6,6 milliards d'euros. Mais pour les travailleurs, c'est tout le contraire. Avec l'APLD ils perdront 15 % de leur salaire des heures chômées, alors que les fins de mois sont déjà difficiles. Mais surtout, contrairement à ce que déclare le gouvernement, ce dispositif ne protégera pas

les travailleurs du chômage. C'est encore moins le cas pour les travailleurs précaires, les intérimaires ou ceux en CDD, qui ne sont pas concernés par l'APLD.

Quant aux emplois, le ministère du Travail a confirmé qu' : « Un accord [...] pourra permettre des licenciements en même temps. » Il suffit que le périmètre de l'accord soit délimité à certains services ou certains sites. Même si des patrons contreviennent à l'accord, ils devront au pire rembourser à l'État ce qu'ils auront perçu.

Enfin, qui contrôlera que les patrons n'ont pas fraudé et licencié de manière déguisée ? On ne peut l'attendre de l'État, dont les hauts fonctionnaires sont complices du grand patronat et qui supprime actuelle-



ment des postes dans des secteurs comme l'inspection du travail.

Pour se protéger vraiment contre le chômage, les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes. Ils devront imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, en prenant sur les profits présents et passés accumulés par le patronat.

## Fraude aux prestations sociales : haro sur les pauvres

À la différence de nombreux autres rapports, celui que vient de publier la Cour des comptes n'avalise pas les chiffres fantaisistes qui circulent sur la fraude aux prestations sociales.

Mais cela n'empêche pas ces hauts fonctionnaires de réclamer davantage de contrôles et de répression contre les travailleurs et les chômeurs, considérés a priori comme des fraudeurs.

« Cette enquête ne présente pas d'estimation globale du montant de la fraude aux prestations, les données disponibles ne permettant pas un chiffrage suffisamment fiable », constate la Cour des comptes. Impossible donc d'estimer l'importance

de cette fraude, mais près de 4 000 agents sont chargés de lutter contre elle, alors que les salariés qui aident les allocataires sont de moins en moins nombreux.

Ces discours expriment une méfiance instinctive envers les déclarations des petites gens et demandent en conséquence à Pôle emploi, à la Sécurité sociale, aux Allocations familiales de les confronter systématiquement avec les fichiers de l'ensemble des administrations. Les moyens informatiques les plus modernes doivent être mis au service de cette enquête quasi policière pour toute demande d'allocation chômage, d'APL, d'indemnité journalière d'arrêt maladie, de pension de

retraite, de minimum vieillesse.

Cette suspicion envers les travailleurs et les pauvres est à comparer avec la bienveillance qui entoure le patronat. Pour ne prendre qu'un exemple récent : l'État a attribué 31 milliards d'euros au financement du chômage partiel, payant ainsi les salariés à la place des patrons. Une enquête a montré que, dans une entreprise sur deux en bénéficiant, les patrons avaient demandé à leurs salariés de continuer à travailler, mais sans que cela leur coûte un centime. Le patronat a le droit de piller en toute légalité l'argent public et, même quand il tire sur la ficelle, la République est bonne fille à son égard.

## Grande découverte de l'INSEE : les inégalités persistent entre riches et pauvres !

L'INSEE et l'OPMR viennent de publier leur étude sur le budget des familles réunionnaises menée entre 2006 et 2017. Et que dit cette étude ? Que la part consacrée dans le budget des ménages aux dépenses « pré-engagées », c'est-à-dire découlant de contrats non négociables (loyers, eau, électricité, nourriture, assurances, emprunt voiture, abonnement portables, télévision, etc.) est beaucoup plus grande chez les ménages pauvres que chez les riches.

Eh oui, quand on perçoit moins de 980 € par mois, ce qui est le cas de 40 % de la population réunionnaise,

on a vite fait de se retrouver sans le sou avant la fin du mois quand on a réglé toutes ces dépenses de base.

Le SMIC lui-même ne peut plus être considéré comme un salaire « minimum », mais tout simplement comme un salaire insuffisant qu'il est grand temps de porter à 1800 euros net pour que les familles ouvrières puissent s'en sortir.

Cela ne viendra pas par un coup de baguette magique, mais en mettant la pression sur le patronat et le gouvernement. De l'argent il y en a chez les exploiters. Les travailleurs, les chômeurs et les retraités n'ont d'autre

choix que de s'unir dans la lutte pour aller le chercher !



## TAK : toujours autant de mépris pour les plus pauvres

Peu après son élection à la présidence de la République, Macron décidait de mettre fin aux contrats aidés dans les collectivités privant brusquement des dizaines de milliers de familles ouvrières de leurs revenus salariaux et les plongeant encore plus dans les difficultés financières. Avec la crise il a fait machine arrière et a décidé d'accorder 18 000 contrats aidés supplémentaires aux départements d'Outre Mer, ce qui est loin de

toute façon de répondre aux besoins des communes et des chômeurs d'autant plus que la participation de l'état au financement de ces emplois est tombé de 80 à 50 %.

Au lieu de réclamer de l'État qu'il mette les moyens financiers pour financer les emplois nécessaires, Tien Ah Koon, le maire du Tampon et conseiller départemental, a demandé que « ces contrats soient établis pour six mois au lieu de douze afin que ce-

la bénéficie à deux fois plus de familles » ajoutant qu' « il faut multiplier les pains quand ils deviennent rares » ! Qu'est-ce que ça veut dire ? Tout ce qu'il faut comprendre c'est que le grand philanthrope TAK préconise le partage de la misère pour les pauvres et le gros du gâteau pour les plus riches, simplement !

## Débat Martinez – Roux de Bézieux : les intérêts des travailleurs à la trappe

Alors que la fête de *l'Humanité* s'est tenue de façon restreinte en raison du Covid, le PCF a choisi, comme à son habitude, d'inviter plusieurs patrons et ministres, offrant une tribune supplémentaire à ceux qui ont déjà les médias à leur service, quand ils ne les possèdent pas directement.

Cette fois, c'est carrément Roux de Bézieux, le patron du Medef, qui a été invité à un débat avec Philippe Martinez, le secrétaire de la CGT.

Présenté par *l'Humanité* comme « le choc de la fête », ce débat n'avait rien d'un combat. Le représentant des capitalistes assumait parfaitement les intérêts de sa classe, son parasitisme et les coups contre le monde du travail. Mais les intérêts présents et futurs des travailleurs, eux, n'avaient

pas de défenseur.

Roux de Bézieux a justifié le plan de relance de 100 milliards, déclarant : « *C'est l'État qui a stoppé l'activité économique. Il est donc logique qu'il vienne au secours des entreprises.* »

Roux de Bézieux a assumé avec le même cynisme l'irresponsabilité patronale en matière d'environnement : « *si produire en polluant moins était moins cher, on le ferait depuis longtemps.* » Il a aussi raillé les timides demandes de Martinez pour des « *places pour les salariés dans les prises de décision* », affirmant : « *Je reste capitaliste. Celui qui met l'argent, in fine, doit décider.* »

Loin de mettre en cause la dictature capitaliste, le dirigeant syndical

a quant à lui cherché le consensus sur un terrain nationaliste. Il a réclamé que « *40 % des investissements publics soient nationaux* » ou à l'échelle européenne, au nom de « *règles sociales* » qui écarteraient les entreprises chinoises. Le patron n'a pu qu'approuver le fait qu'un syndicaliste se propose ainsi de débarrasser le patronat français de certains de ses concurrents. Quant à l'instauration d'un smic européen, Martinez a demandé à Roux de Bézieux d'aller convaincre le patronat polonais...

Il n'est pas étonnant que Roux de Bézieux se soit félicité d'un tel débat, où un syndicaliste a pu faire croire que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre du patronat lui-même.

## Grève du 17 septembre : les secteurs les plus exposés dans l'action



Le 17 septembre les soignants du Centre Hospitalier de l'Ouest de La Réunion (CHOR) ont manifesté pour de meilleures conditions de travail. Ils ont dénoncé le fait que, depuis le déménagement de leur service au sein du nouvel hôpital, la direction pratique le "mode dégradé", à savoir le non-remplacement des infirmiers, aide-soignants ou encore agents d'hôpital absents.

« *Les infirmières se retrouvent des jours durant à devoir prendre en charge 15 patients, alors qu'elles ne peuvent en prendre que 10 en temps normal, c'est un véritable risque pour les patients* », expliquait l'une d'elles. De plus, en l'absence d'agents, les in-

firmiers et aide-soignants doivent, en plus des soins, faire le ménage dans leurs services. « *Mode dégradé* » semble l'expression idoine, les conditions de travail sont dégradées, ainsi que la qualité des soins. De plus, ajoutait cette gréviste, « *le directeur fait semblant de découvrir la loi chaque fois qu'on lui explique qu'il est interdit de faire travailler les soignants plus de 44 heures par semaine, 48 avec les heures supplémentaires. Durant le confinement, en EHPAD, les soignants ont dû travailler 5 journées de 12 heures d'affilée, c'est intenable* ». (Zinfos974)

Leur revendication, pour en finir

avec cette situation insupportable, tient en un seul mot : l'augmentation de l'effectif des aide-soignants.

À Saint-Denis, plus d'une centaine de manifestants se sont regroupés le même jour devant la préfecture pour dénoncer aussi l'insuffisance de moyens humains et matériels dans les écoles, mais aussi dans le secteur de l'aide à la personne. Une vingtaine de salariées ont ainsi marqué de leur présence ce rassemblement exigeant l'augmentation de leurs salaires et la fin des pressions patronales.

Dans ce secteur d'activité qui emploie des milliers de salariées, les salaires sont au plus bas, les temps partiels la généralité, les abus multiples (utilisation de véhicules personnels insuffisamment indemnisés, temps de trajet entre deux bénéficiaires non considéré comme temps de travail, etc.).

Voilà comment le pouvoir considère les « premières lignes ». Il va falloir que cela change et obliger par l'action le gouvernement à utiliser l'argent de l'État pour financer leurs services plutôt qu'à arroser le patronat !

## Gauche : le retour des marchands d'illusions

Interviewé lundi 14 septembre, Yannick Jadot d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) a fait acte de candidature à l'élection présidentielle de 2022, déclarant : « *Macron cinq ans de plus, ce serait une catastrophe. Il y a un chemin pour le vaincre, il faut une candidature de rassemblement autour de l'écologie. C'est ce que je porte.* »

Tous les dirigeants des partis de gauche se disent partisans du rassemblement, présenté comme la seule façon de ne pas voir le scénario de 2017 se reproduire, avec un duel Macron-Le Pen au deuxième tour. Mais, dans le même temps, ils sont plusieurs à considérer que ce rassemblement doit se faire derrière eux. Mélenchon, lui, a préféré attendre le mois d'octobre pour dévoiler sa décision que tout le monde connaît. Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, a lui aussi choisi d'entretenir le doute, mais en menaçant de se présenter, pour mieux

marchander des places pour son parti, en particulier dans la perspective des élections régionales et départementales prévues en mars 2021. Quant au Parti socialiste, il est tellement affaibli que son dirigeant, Olivier Faure, s'est dit prêt à se ranger derrière un candidat écologiste en 2022.

Derrière les grandes déclarations des uns et des autres sur la nécessité d'offrir une alternative à Macron, il y a donc surtout la cuisine politicienne habituelle, dont le seul véritable enjeu est la répartition des postes et des places. Après avoir trahi leurs électeurs nombre de fois depuis 1981, démoralisant leurs militants, les dirigeants du PS, du PC, de LFI et des écologistes cherchent aujourd'hui à exploiter à leur profit le rejet de Macron qui s'exprime dans de nombreuses couches de la population.

Mais cela ne pourrait que conduire une nouvelle fois dans une impasse. Pour mettre un coup d'arrêt

à la dégradation de leurs conditions de vie, à la montée du chômage et de la pauvreté, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs mobilisations, pour renverser cette économie capitaliste fondée sur la recherche du profit par une minorité de très riches privilégiés.



## Rapport d'Oxfam : un capitalisme toujours plus parasite

Dans un rapport publié le 10 septembre, l'ONG Oxfam montre comment, en pleine crise économique, la pompe à argent qui arrose les poches des plus riches capitalistes a encore vu son débit augmenter.

Ce rapport souligne que 32 des plus grandes entreprises mondiales auront réalisé en un an 92 milliards d'euros de bénéfices supplémentaires par rapport à la moyenne des quatre années précédentes.

On y apprend aussi que les 25 milliardaires les plus riches du monde ont vu leur patrimoine augmenter de 255 milliards de dollars entre la mi-mars et la fin mai. La hausse de la fortune du seul Jeff Bezos, patron d'Amazon, équivaldrait à verser une prime de 105 000 dollars à chacun des 876 000 salariés de l'entreprise de colis. Tout cela atteste que la crise déclenchée par le Covid-19 n'a fait qu'amplifier une tendance anté-

rieure : le transfert des richesses des poches des classes populaires vers celles des capitalistes.

Mais le principal intérêt de ce rapport est qu'il analyse un des mécanismes à l'origine de cette amplification : pour verser ces dividendes pharaoniques, les multinationales puisent dans leurs fonds bien au-delà de ce qu'elles gagnent. Toyota a ainsi distribué à ses actionnaires plus de 200 % des bénéfices réalisés depuis janvier. Chez le géant allemand de la chimie BASF, ce taux s'élève à 400 %. Le cas le plus révélateur est celui des six plus grandes compagnies pétrolières mondiales, qui ont enregistré une perte cumulée de 61,7 milliards de dollars entre janvier et juillet 2020. Elles ont malgré cela versé 31 milliards de dollars à leurs actionnaires au cours de la même période.

Ce degré de parasitisme jette une

lumière crue sur l'absurdité du capitalisme en crise. Ces entreprises ne se contentent pas de ne plus investir. Elles puisent dans leurs réserves financières pour faire l'avance de profits non encore réalisés.



## Affaire Di Donato : les politiques complices

La presse s'est faite l'écho de l'affaire de la Cité des Dirigeants, une structure présentée comme le futur « hub de l'innovation réunionnaise destinée à un rayonnement international », rien de moins, par son promoteur, Christophe Di Donato.

Celui-ci n'était pas un inconnu sur la place réunionnaise puisqu'il fut successivement l'ancien directeur de Ghanty, l'ex-directeur du cabinet de Nassimah Dindar au Département, puis directeur du SDIS.

Son projet d'école de commerce consistant à former des dirigeants d'entreprises, bien que privée, a reçu non seulement le soutien financier de patrons tels que François Caillé ou Adam Ravate, mais aussi celui considérable de structures publiques telles que la Cinor et de la Civis à hauteur pour chacune d'entre elles de 700 000 €.

Si les formations annoncées, une trentaine, ont bien lieu dans un premier temps, au prix de 45 000 € pour

chaque candidat, elles se sont ensuite tarées pour tomber à cinq. Di Donato prenant ensuite la poudre d'escampette. Rattrapé, il est accusé aujourd'hui d'avoir détourné à son bénéfice et à celui de ses proches, 1,4 million d'euros, soit plus de la moitié du capital de la structure et vient d'être entendu par la brigade financière de la gendarmerie.

Aides aux entreprises, exonérations de cotisations fiscales et d'impôts sur les sociétés, négociations de marchés publics, tout est bon pour les patrons pour s'enrichir en captant l'argent public. Il faut dire qu'ils bénéficient pour cela de la complicité active des élus locaux, du gouvernement et des représentants de l'État. Tout ce petit monde de gredins se partage le gâteau produit, en dernier ressort, essentiellement par le travail des salariés à qui ils demandent sacrifices et modération dans leurs revendications. Ça va de soi !

## À bas la sous-traitance, surexploitation des travailleurs !

Ainsi donc dans cette affaire les dirigeants de la Cinor et de la Civis n'ont pas hésité à sortir des caisses de leurs intercommunalités 1,4 million d'euros pour arroser un margoulin. Un cas parmi bien d'autres.

Auront-ils le front d'opposer une fin de non recevoir aux travailleurs qui travaillent en sous-traitance pour eux dans les déchetteries et qui leur demandent aujourd'hui, en vue de la nouvelle négociation des marchés, leur intégration dans les effectifs de ces collectivités ?

Auront-ils le front de prétendre qu'arroser des patrons tels que Carpaye qui se gavent avec les commandes publiques, maltraitent leurs salariés et les paient à coup de lance pierre, leur revient moins cher que de payer directement les travailleurs des déchetteries ?

## L'eau source de profits pour les capitalistes



Depuis plus d'une semaine les habitants de l'Espérance à Sainte-Marie sont sans eau potable ou presque.

Excédés par ces coupures qui durent depuis trop longtemps et par la mauvaise qualité de l'eau quand il y en a au robinet, ils ont interpellé la municipalité et surtout la Cinor qui a la charge de la gestion de l'eau.

Les habitants ne comprennent pas non plus que la CISE (filiale de

Saur), qui a obtenu le marché de la délégation dite de « service public », leur facture une eau parfois boueuse au prix de l'eau potable.

Comme dans la plupart des villes de La Réunion, les communes et les communautés des communes ont fait le choix de transférer aux capitalistes de l'eau, comme la CISE, Véolia ou Suez, l'exploitation des réseaux d'eau potable qui la font payer aux

consommateurs au prix fort.

Non seulement les compagnies se font des supers profits mais souvent elles ne respectent pas les clauses de leurs contrats en délivrant parfois de l'eau impropre à la consommation et en quantité insuffisante.

Quant aux collectivités, elle n'appliquent même pas les pénalités prévues en cas de non-respect des engagements et des objectifs par ces compagnies.

Elles ne comptent pas remettre en question ces marchés passés parfois de façon opaque et douteuse avec ces multinationales ou leurs filiales locales dont le souci premier n'est pas de satisfaire un service public vital à la population mais de remplir les poches de leurs actionnaires.

La distribution de l'eau devrait se faire à prix coûtant et sa gestion revenir à un véritable service public sous le contrôle de la population

## 5G : profits cinquième génération

Devant un parterre de patrons de start-up réunis pour l'occasion dans un des salons de l'Élysée, Macron s'est moqué lundi 14 septembre des élus signataires d'une tribune réclamant un bien modeste moratoire de six mois sur le déploiement de la 5G en France.

Tout en nuance, le président les a comparés à des nostalgiques de la lampe à huile et aux membres des communautés Amish hostiles à tout progrès.

La technologie de télécommunication de cinquième génération promet des échanges de données beaucoup plus rapides. Pour l'heure,

elle ouvre surtout des perspectives d'enrichissement rapide à une multitude d'affairistes, ceux qui veulent les licences, ceux qui veulent vendre des équipements...

Macron a voulu soigner son image de président tourné vers la modernité, dans la campagne déjà entamée pour sa réélection. Il a surtout montré à sa manière le rôle que joue l'appareil d'État, répondant toujours présent pour accorder son soutien aux milieux d'affaires. La question de l'utilité réelle des produits mis sur le marché reste accessoire à côté des profits envisagés et la diffusion réelle des progrès à toute la société est le

cadet de leur souci.

Combien d'habitants de villages, et pas seulement, sont aujourd'hui encore privés d'un accès correct à Internet, alors que la désertification des services de l'État et même le télétravail imposé par le patronat le rendent indispensable dans la vie quotidienne ?

Dans cette économie capitaliste, la mise au point de nouvelles technologies n'est pas faite pour faire progresser l'ensemble de l'humanité, ni respecter l'environnement, l'impact des nouveaux procédés n'étant pas même pris en compte.

## DANS LES ENTREPRISES

### LEO DE SALAZIE

#### La productivité au détriment des ouvriers



Dans l'élevage LeO de Salazie, le patron a réussi à supprimer six emplois sur 39 en quelques mois, principalement au travers de licenciements

et en obtenant la démission de travailleurs qui n'acceptaient pas leur exploitation.

Baisse d'effectifs, mais pas de la

production. Plusieurs volières supplémentaires ont été construites et les ventes et les profits du patron se sont envolés.

Mais ce sont les ouvrières et les ouvriers de LeO qui en ont payé les conséquences dans leur chair et dans leurs vies quotidiennes.

Une ouvrière qui travaillait à proximité d'un tapis mécanique a chuté violemment se blessant gravement à la jambe avec à la clé plusieurs mois d'arrêt et un handicap à vie.

Depuis quelques temps, faute d'effectifs suffisants le patron a décidé de faire travailler ces travailleurs trois samedis consécutifs au lieu de deux suivi d'un samedi de repos aggravant ainsi leur fatigue et perturbant leur vie de famille.

La course au profit est le fondement du système capitaliste qui broie des vies de travailleurs. Renverser ce système est une question urgente et vitale.

### Des machines sans nos bras, ça ne sert à rien !

La direction de la Poste a fièrement présenté son système de tri dernier cri aux médias qui se sont empressés de relayer son discours sans vérifier plus avant ce qu'il en est vraiment sur le terrain.

La réalité au tri est tout autre. Des plis venant de France mettent des semaines avant de tomber dans les boîtes aux lettres réunionnaises. Les délais de distribution des colis sont tellement rallongés qu'une pétition d'usagers a recueilli plus de 11 000

signatures en quelques jours pour exiger de cette ex-entreprises de service public qu'elle respecte ses engagements en matière de distribution d'autant plus que si le service laisse de plus en plus à désirer, les tarifs imposés aux usagers ne cessent de grimper d'année en année.

La raison de cette situation déplorable et intolérable, c'est le manque d'effectifs. Et ce n'est pas par manque de candidats au métier de postier surtout dans un département où les

jeunes cherchent désespérément un travail. Non la cause de ces retards, il faut la chercher dans la politique de suppressions d'emplois imposée depuis des années dans tous les services par la direction de la Poste au grand détriment des postiers et des usagers. Et sans travailleurs dans les services, les plus belles machines à trier ne feront jamais tout le travail à elles seules !

## EDF

### Bons conseillers ti donneurs !

À l'agence EDF Moufia, la direction a décidé depuis plusieurs années de sous-traiter la pose et les relevés de compteurs à de petites entreprises où les cadences de travail sont multipliées par deux, les salaires au Smic et la garantie d'emploi nulle.

Suite à cela, pour éviter de faire trop de vagues parmi les releveurs et les ouvriers chargés des petites interventions (PI) d'EDF, elle leur a proposé d'évoluer vers les métiers du réseau électrique (les branchements,

les études de charges, l'alimentation des quartiers via les postes de transformation). Au lieu de deux équipes distinctes, il n'en reste donc plus qu'une, mais plus nombreuse. Pour loger tous les ouvriers dans la même salle de prise de travail, la direction a décidé d'abattre les cloisons afin que tout le monde puisse entrer dedans. Mais en attendant que les travaux soient finis, elle réunit tous les matins avant le départ sur les chantiers la quinzaine d'ouvriers PI et releveurs

dans un Algeco où les distances de sécurité ne peuvent pas être respectées vu l'exiguïté du local.

Les chefs et la haute hiérarchie du centre feignent d'ignorer cette situation, protégés qu'ils sont dans leurs vastes bureaux individuels, et cela ne les empêche pas de tenir régulièrement tout un discours bien rodé sur les « gestes barrière ». Ça mange pas de pain !

## DANS LE MONDE

### MAURICE

### La Covid 19 prétexte trouvé par les patrons pour s'en prendre aux salariés

Air Mauritius, la compagnie aérienne nationale de l'Île Maurice, a été placée sous administration judiciaire depuis cinq mois. Prétextant l'absence de rentrées financières suite à l'arrêt des vols, elle incite aujourd'hui ses salariés à se mettre en congé sans solde et à aller travailler ailleurs. Elle a déjà licencié la moitié de ses pilotes. Elle cherche aujourd'hui à se délester d'une grande partie de ses autres travailleurs. Mais

la Covid 19 a bon dos. Viendra le jour où le trafic repartira et où la compagnie aura à nouveau besoin de salariés en nombre suffisant.

En imposant ces sacrifices à son personnel, les dirigeants d'Air Mauritius les désigne comme un poids alors que ce sont eux-mêmes qui par leurs combines avec leurs amis du gouvernement et leurs achats inconsidérés de nouveaux avions ont plombé les comptes de la compagnie.

Les travailleurs n'ont pas à payer la crise à la place des capitalistes.



### considérations humanitaires et guerre économique

Lors d'une rencontre par Internet, lundi 14 septembre, avec la Chine, les dirigeants de l'Union européenne (UE) ont fait « preuve de fermeté », disent-ils. Ils ont dénoncé la répression par l'État chinois de la minorité musulmane ouïgoure et ont exprimé leur soutien aux manifestants de Hong-Kong.

Le président chinois aurait reculé et cédé sur la voie d'un « bon » accord économique pour l'UE. Voilà la fable officielle. En réalité, derrière cette façade, la guerre économique généralisée s'aggrave entre les États-Unis, la Chine et les différents pays qui composent l'UE.

Les dirigeants européens vou-

draient que la Chine ouvre son marché à leurs investissements, en particulier pour leurs constructeurs automobiles et pour leurs firmes de télécommunication. Ils veulent aussi que les entreprises chinoises limitent leurs exportations d'aluminium, d'acier et de composants de haute technologie. La Chine, elle, veut un accord avec l'UE pour protéger ses exportations et ses investissements en Europe car, très attaquée par le gouvernement américain sur les hautes technologies et les applications internet, elle recherche des alliés.

La position de force momentanée de l'UE dans ses négociations avec la Chine est en fait une conséquence de

l'agressivité économique du gouvernement américain. Si un accord voit le jour entre l'UE et la Chine, rien ne dit que l'UE s'y tiendra, si les États-Unis l'obligent à les suivre dans leur offensive. Et puis rien ne dit non plus que l'UE soit capable de surmonter ses rivalités internes pour arriver à un tel accord.

Les rivalités entre grandes puissances sont une des raisons du chaos économique. Attisées par la crise, ces rivalités rendent les échanges économiques et les investissements instables et incertains. Cela aggrave en retour la crise économique, constituant un cercle vicieux qui mène la société droit à la catastrophe.

## GRÈCE

### Rafale grecs : pour bombarder français

Samedi 12 septembre le gouvernement grec a confirmé des commandes d'armement pour un montant de dix milliards d'euros. Cette annonce, si inquiétante qu'elle soit pour la population grecque à qui on présentera la facture financière et humaine, a été saluée par le gouvernement français et les capitalistes qu'il représente.

L'armée grecque achète en effet 18 Rafale Dassault, leur équipement et leurs armements. On ne sait pas encore auprès de qui les frégates, hélicoptères, missiles et torpilles sous-marines seront commandés, mais les marchands de mort made in France sont évidemment sur les rangs. Florence Parly, ministre des Armées et par là même représentante de commerce de Dassault, a fait preuve du cynisme habituel pour arracher ce marché.

Le conflit autour des frontières maritimes entre la Grèce et la Turquie s'est envenimé récemment, depuis que des gisements de gaz ont été découverts dans les zones contestées. Du côté grec comme du côté turc, des



gouvernements menacés de faillite jouent sur la corde nationaliste pour encadrer la population, adressant des messages belliqueux d'un bord à l'autre de la mer Égée. La diplomatie française a dès le début appuyé la Grèce. Cet été, la marine française a dépêché des navires dans la zone contestée.

La conclusion de ce premier marché et de ceux qui vont suivre, car la Turquie ne peut pas ne pas répliquer en achetant elle aussi des armements dernier cri, augmente considérablement la tension militaire, ajoutant une poudrière supplémen-

taire sur une planète qui n'en manque pas. On ne sait pas, et on ne saura probablement jamais, si l'État français a envoyé sa marine avant ou après la promesse de contrat, mais cela ne change rien. On finira par comprendre, le jour où le gaz sera mis en exploitation en Méditerranée orientale, la part d'intérêt que Total et les autres industriels de la branche avaient dans l'affaire. Pour les capitalistes et leurs hommes d'État, la guerre est un moyen comme un autre, voire meilleur qu'un autre, de faire du profit.

## Enfermement criminel

Flickr



Réfugiés Camp de Lesbos

Dans la nuit du 8 au 9 septembre, un incendie s'est déclaré dans le camp de Moria dans l'île grecque de Lesbos. D'après un réfugié interviewé par Infomigrants, c'est la présence d'agents venus faire des tests Covid 19 qui aurait déclenché la colère de résidents.

Ils refusaient cet examen et la perspective de voir le confinement se prolonger une fois de plus alors que la détection de 35 cas de Covid avait déjà entraîné la mise du camp en quarantaine. Affrontements, intervention de la police, gaz lacrymogènes : cette échauffourée, qui n'était

pas la première, a été suivie cette fois d'un embrasement général.

Plus de 12 000 migrants, dont plusieurs milliers d'enfants, se sont retrouvés sur la route bloquée par des cars de police les empêchant de marcher vers Mytilène, la capitale de l'île. La plupart ont tout perdu. Dormant à même le sol, ils sont restés plusieurs jours sans nourriture, sans eau, sauf à des robinets de stations-service par ailleurs fermées. Le 13 septembre, des centaines de femmes ont manifesté avec leurs enfants pour réclamer de la nourriture, mais surtout leur transfert sur le continent et

la fin de ces camps de détention où les réfugiés attendent, parfois depuis deux ans, ou plus, qu'on statue sur leur sort.

Mais, si le gouvernement grec s'apprête à reconstruire de nouveaux Moria, et pas seulement à Lesbos, c'est l'Union européenne qui en est le commanditaire. Les gouvernements européens payent pour que les pauvres soient parqués le plus loin possible de leurs frontières, en sachant parfaitement que ces centres deviendront des prisons à ciel ouvert.

Cela rend d'autant plus infect leur apitoiement de circonstance sur le sort des rescapés de Moria.

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



**Lutte ouvrière**

*des idées pour comprendre le monde*

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>

Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier  
Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282